

Le 27 février 2023

Au Conseil du commerce et des technologies États-Unis-UE

Cc: European Commission Executive Vice-President Margrethe Vestager  
European Commission Executive Vice-President Valdis Dombrovskis  
U.S. Secretary of State Antony Blinken  
U.S. Secretary of Commerce Gina Raimondo  
U.S. Trade Representative Katherine Tai

Lors de la dernière réunion du Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis, le groupe de travail sur le commerce mondial a annoncé son intention de lancer une initiative transatlantique de « commerce durable ». Les organisations soussignées, qui représentent un large éventail d'organisations de la société civile mobilisées sur les questions sociales, écologiques ou de développement, basées au sein de l'Union européenne ou aux États-Unis appellent les gouvernements à s'assurer que toute initiative transatlantique en vue d'un « commerce durable » commence par reconnaître que l'impératif climatique exige d'abord de repenser les règles commerciales qui ont été écrites avant que les gouvernements ne s'engagent à agir contre le réchauffement climatique.

En août 2022, les États-Unis ont adopté la loi sur la réduction de l'inflation (IRA), un vaste ensemble de mesures qui comprend des investissements historiques pour stimuler l'activité industrielle dans le secteur des énergies « propres ». Si le texte final de la loi est éloigné de ce qui est nécessaire pour répondre à l'urgence de la crise climatique, il est le résultat d'un compromis difficilement négocié au cours d'une étroite mais historique fenêtre d'opportunité politique et constitue une étape essentielle pour que les États-Unis respectent leurs engagements en matière climatique.

Toutefois, l'UE considère que les incitations fiscales offertes par l'IRA en faveur des véhicules électriques, des batteries électriques et de la production d'énergie renouvelable, qui intègrent des exigences en matière de contenu national, violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'UE a même menacé à plusieurs reprises de saisir l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, pour tenter de contraindre les États-Unis à modifier leur loi. L'UE s'est également plainte publiquement de ces incitations avant même que le projet de loi ne soit adopté, au risque de menacer l'adoption de cette importante législation qui n'a été adoptée que par la plus petite des marges.

Le temps presse pour respecter les engagements pris en matière climatique. De lourds investissements dans les emplois verts et la production de produits verts seront nécessaires pour amorcer la transition énergétique dont le monde a besoin. Plutôt que de menacer les États-Unis sur la base de règles commerciales obsolètes ou d'insister sur la conclusion de nouveaux accords commerciaux, l'UE devrait redoubler d'efforts pour mener une véritable politique industrielle écologique et équitable pour les travailleurs et adapter les règles pour accélérer une transition juste. Les récentes annonces de la Commission européenne et des gouvernements nationaux sont un signe encourageant que cette voie est désormais poursuivie avec plus de vigueur.

**Dans le cadre de toute initiative transatlantique UE-États-Unis en matière de commerce durable, nous demandons instamment à l'UE de s'abstenir de contester l'IRA avec des instruments commerciaux. Et nous demandons aux États-Unis et à l'UE de s'engager en faveur d'une « Clause de paix sur le climat » visant à protéger les politiques climatiques du monde entier envers d'éventuels différends commerciaux, ainsi que d'assurer le financement des politiques climat et le transfert de technologies vertes vers les pays du Sud.**

En tant qu'économies avancées et grands émetteurs actuels et historiques de gaz à effet de serre, les États-Unis et l'UE feraient un grand pas en avant en acceptant une « Clause de paix sur le climat », soit un engagement contraignant de la part des gouvernements consistant à s'abstenir d'utiliser les mécanismes de règlement des différends de l'OMC, ou d'autres accords de commerce et d'investissement, pour contester leurs politiques climatiques respectives. Non seulement l'UE devrait s'abstenir d'utiliser les règles commerciales pour contester l'IRA, mais les deux parties devraient s'engager à ne pas contester les politiques visant à accélérer la transition verte menées dans les autres pays. Cela permettrait de montrer l'exemple et de laisser la possibilité aux gouvernements d'adopter et maintenir des politiques climatiques nécessaires à la création d'emplois verts et au respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Un tel accord entre ces deux puissances devrait également comprendre des financements climat à destination des pays du Sud ainsi que le partage des technologies vertes, comme le [prévoient](#) la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris, afin de soutenir/contribuer à des solutions climatiques réellement durables et équitables pour tous. De telles mesures sont nécessaires pour soutenir la transition vers des énergies propres dans les pays qui ne peuvent pas se payer des dispositifs similaires d'incitations basées sur des subventions.

Une véritable collaboration transatlantique pour faire face au changement climatique catastrophique, ainsi qu'aux crises sociales, sanitaires et de perte de biodiversité qui en découlent, impliquera de soutenir – plutôt que de saper – les politiques industrielles vertes menées des deux côtés de l'Atlantique. En outre, UE et États-Unis doivent travailler ensemble pour respecter les engagements pris en matière de soutien financier et de transfert technologique vers les pays en développement et pour transformer les structures mondiales inéquitables afin de faciliter une transition juste pour tous.

Cordialement,

#### Organisations signataires

1. Anders Handeln Austria
2. ACV-CSC Belgium
3. CNCN-11.11.11 Belgium
4. Carbon Market Watch Belgium
5. Corporate Europe Observatory EU
6. European Trade Justice Coalition, formerly Seattle to Brussels Network EU
7. Aitec France
8. Veblen Institute France
9. Berliner Wassertisch Germany
10. PowerShift Germany
11. Naturefriends Greece
12. Védegylet Egyesület Hungary
13. Fairwatch Italy
14. Mouvement Ecologique Luxembourg
15. Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) Netherlands
16. Transnational Institute Netherlands
17. Umanotera, Slovenian Foundation for Sustainable Development Slovenia
18. Confederación General del Trabajo Spain
19. STEILAS Spain
20. Confederacion Intersindical Spain
21. Ecologistas en Acción Spain
22. Global Justice Now UK

23. 350.org USA
24. ActionAid USA USA
25. Earthjustice USA
26. Foreign Policy for America USA
27. Global Exchange USA
28. Institute for Agriculture and Trade Policy USA
29. International Center for Technology Assessment USA
30. Justice Is Global USA
31. Natural Resources Defense Council USA
32. Network Lobby for Catholic Social Justice USA
33. Our Revolution USA
34. Pax Christi USA USA
35. People's Action USA
36. Presbyterian Church USA
37. Public Citizen USA
38. Sierra Club USA
39. Sisters of Mercy of the Americas Justice Team USA
40. Trade Justice Education Fund USA
41. United Church of Christ, Justice and Local Church Ministries USA